

AHN HO-YOUNG

Ambassadeur itinérant pour le G20, Corée du sud

Je dois commencer par un aveu et cet aveu est le suivant : je suis ici pour vendre un produit et le produit en question, c'est de la réunion du Sommet du G20, qui aura lieu à Séoul en novembre. Je suis arrivé très tard hier matin, puis j'ai assisté aux sessions pendant toute la journée. En écoutant les interventions, j'en suis arrivé à cette conviction : mon travail, consistant à vendre mon produit est, en un sens, devenu plus facile, mais aussi, en un sens, plus difficile. Il est devenu beaucoup plus facile, parce que je vous écoutais et il y avait tant là de références à des questions dont nous avons discuté au G20. Je ne m'étendrai pas trop sur ce point.

Toutefois, dans le même temps, il est devenu beaucoup plus difficile. Pourquoi? Parce que j'ai réalisé à quel point l'attente était grande sur ce qui doit être fait au G20. Pour cette raison, si je devais faire un choix, à savoir si mon travail devient plus facile ou plus difficile, je dirais qu'il est devenu plus difficile. Telle est ma conviction.

Ce que je vais vous dire, c'est de quelle façon la Corée prépare la réunion de novembre du G20. Mon président m'a demandé d'aller au Forum économique mondial en Janvier de cette année. Il a soulevé exactement la même question. Puis il a dit trois choses. Tout d'abord, nous allons nous concentrer sur la mise en pratique des accords qui ont été conclus à ce jour. Deuxièmement, il a dit qu'étant donnée la nature évolutive du G20, nous nous battons pour y proposer un nombre limité de nouvelles questions. Il a dit que depuis que nous avons fait du G20 le premier forum de coopération économique internationale, ses travaux ne concernent plus les seuls 20 pays. Maintenant, nous devrions être en mesure d'œuvrer pour les 192 pays du monde. Il m'a dit: «Nous allons insister davantage sur nos objectifs. »

Ce sont les trois points que mon Président a cités. Je vais essayer de les traiter dans cet ordre. Le premier, je vous en ai parlé, concerne l'application des accords. Comme je vous l'ai déjà dit, c'est ce que je vous ai entendu dire. Ensuite, il y a eu des discussions approfondies et très intenses sur les questions dont nous devons discuter au Sommet du G20 à Séoul.

Par exemple, hier, nous avons beaucoup parlé de coordination macro-économique. Pour le moment, cela se fait à travers ce qu'on appelle le cadre de Pittsburgh. Ensuite, nous avons parlé de déséquilibres mondiaux, nous avons parlé de taux de change, nous avons parlé de réforme structurelle, etc. Donc, en ce qui concerne la feuille de route, je vais vous dire ce que je pense vraiment. Il y a une chose sur laquelle il est beaucoup plus facile d'être d'accord, en principe, mais beaucoup plus difficile à mettre en pratique. Il s'agit du détail de ce que nous avons l'intention de le faire à travers la feuille de route. C'est cela même.

La deuxième mesure c'est du travail. C'est la réforme de la réglementation financière. Le Comité de Bâle et le Conseil de stabilité financière ont travaillé très dur sur ce sujet. Puis, hier, nous avons entendu M. Trichet et il nous a parlé de Bâle III. Il a parlé des progrès que nous faisons grâce au Comité de Bâle, et aussi de ce que nous prévoyons de faire. Il a continué en parlant de choses d'importance systémique, qui ont un nom officiel ; les institutions financières systématiquement importantes (SIFI). Ce travail est effectué par le Conseil de stabilisation financière. C'est le genre de choses que les dirigeants du G20 ont convenu, à Toronto, d'avoir terminé avant le sommet de Séoul en Novembre. C'est le deuxième élément important du premier pilier.

Le troisième élément important serait la réforme des institutions financières, à commencer par le FMI. La réforme des institutions financières est un énorme problème, un enjeu majeur. Il y a un grand nombre de questions dont nous discutons actuellement. Toutefois, pour le moment, je pense qu'il y a une question qui est perçue par le public comme

étant déterminante. Il s'agit de la question de savoir si nous serons en mesure de réaffecter 5% des quotes-parts du FMI des pays sur-représentés aux pays sous-représentés. Nous travaillons très fort à ce sujet.

Je travaille encore à la préparation du G20 et le dernier élément du premier pilier c'est le commerce. En ce qui concerne le commerce, il y avait trois questions importantes que nous avons abordées au G20. L'une est liée à la façon de faire face au protectionnisme. La leçon que nous avons apprise des années 30, c'est que lorsque les choses vont mal, il y a une tendance naturelle des gouvernements à avoir recours à des mesures protectionnistes. Sur ce sujet, je pensais que nous étions d'accord. Puis, hier, j'ai écouté M. Kemal Dervis. Il a dit que c'est dans une large mesure grâce à l'existence de l'OMC que nous n'avons pas vu beaucoup de mesures protectionnistes prises au cours des trois dernières années.

Je pense qu'il a raison. L'OMC a été utile, mais ce que les dirigeants du G20 ont fait a également été utile. En fait, les dirigeants du G20 ont adopté un accord de statu quo. Je me suis personnellement assuré qu'il y avait un mécanisme de contrôle suffisant pour que cet accord soit respecté. En plus de l'existence de l'OMC, l'effet de la déclaration de statu quo et les mécanismes de contrôle suffisants au sein du G20 ont joué un rôle majeur. Ils ont contribué à ce que le protectionnisme ait été tenu en échec.

La deuxième question qui a été traitée par le G20, afin de promouvoir le commerce, c'est le financement du commerce. Encore une fois, beaucoup d'entre vous se souviendront que les dirigeants du G20 ont convenu de fournir 250 milliards de dollars pour le financement du commerce. Il a eu également l'accord conclu à Londres. Du fait du système de comptage actuel, on peut dire que bien plus que 250 milliards de dollars en argent frais ont été injectés dans le système grâce à l'accord des dirigeants du G20 sur ce point particulier.

Cependant, il y a une question qui, je dois le reconnaître, est restée à la traîne. Je me suis dit, pendant que j'assistais hier à toutes ces réunions que quelque chose de curieux se passait. Personne n'avait jamais mentionné le Programme de Doha pour le développement (PDD). Il semble que le PDD ait été exclu de la liste des questions importantes pour la communauté internationale, mais en même temps, il est toujours là. Le PDD est toujours là.

Maintes et maintes fois, les dirigeants du G20 ont réaffirmé leur engagement à veiller à ce que les négociations du PDD soient terminées à temps. Ensuite, ils viendront avec des résultats équilibrés et ambitieux etc. C'est devenu une sorte de mantra, mais en même temps, à ce jour nous n'avons pas encore vu de progrès réels et substantiels. Nous les considérons comme un défi majeur en préparant le sommet du G20 de Corée. Voilà pour le premier pilier. En résumé, des accords importants ont été conclus et nous devrions voir leurs applications pendant que nous nous préparons pour le sommet du G20 à Séoul.

J'en arrive à mon second pilier, qui concerne les nouvelles questions. Vous aurez remarqué que j'ai souligné qu'il existe un nombre limité de nouvelles questions. Je l'ai fait pour une raison précise. C'est parce qu'au G20, il y a une opinion largement partagée que nous devrions être très très prudents dans l'introduction de nouveaux problèmes au programme. Pourquoi? C'est parce que si le G20 tombe d'accord sur un grand nombre de questions et qu'il n'y a pas de suites effectives, alors, assez vite, nous perdrons notre crédibilité. Assez vite, le G20 décidera de nombreuses actions internationales qui seront des échecs, ce en quoi nous ferons toujours et encore les mêmes erreurs.

Pour le moment, le consensus est là, mais en Corée, nous avons pensé que, à tout le moins, nous devons introduire deux questions. Je dois vous dire que ces deux questions sont basées sur notre expérience nationale en tant qu'économie se développant rapidement. La première a trait à ce qu'on appelle un filet de sécurité financière mondiale. Le vrai problème est le suivant. Au début de la crise financière en 2008, la Corée n'avait pas moins de 460 milliards de dollars de réserves de change. C'était environ 30% du PIB de la Corée.

Nous pensions que c'était assez important, mais finalement, nous avons trouvé que ce n'était pas assez important. Cela nous a fait penser que peut-être, au-delà de la sécurité de l'indépendance que nous essayons d'acquérir au travers des réserves de change, nous devrions viser une meilleure sécurité collective. Ceci pourrait être atteint grâce à un système multilatéral comme le Fonds monétaire international (FMI). Ce pourrait l'être également grâce à un système régional comme celui que vous avez en Europe, à un niveau supérieur à ce que nous avons en Asie de l'Est sous la forme de l'initiative de Chiang Mai.

La deuxième nouvelle question que nous voulions introduire, à nouveau basée sur notre expérience nationale, c'était le développement. En ce qui concerne le développement, beaucoup d'efforts sont déployés dans la communauté internationale. Par exemple, il y a les objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et il y a les efforts parrainés du G8 etc. Toutefois, en ce qui concerne les OMD, que représentent les OMD ? Ils représentent les Objectifs du Millénaire pour le développement. Donc, il n'y a que des objectifs. Notre idée en Corée, que nous avons essayé de faire partager par les autres membres du G20, est que les objectifs sont louables, mais dans le même temps, qu'en est-il des moyens ? Si ces objectifs pouvaient être atteints et poursuivis dans le temps, alors les économies en développement devraient recevoir les moyens grâce auxquels ces objectifs pourraient continuer d'être poursuivis.

Nous avons également décidé en Corée que nous devrions peut-être mettre davantage l'accent sur la croissance économique des pays en développement. En ce qui concerne ces deux questions, les filets de sécurité financière mondiale et le développement, nous avons échangé nos vues avec d'autres pays membres du G20. Ils sont tout à fait d'accord sur le fait que ce sont les sortes de questions sur lesquelles le G20 devrait se focaliser. Pour cette raison, à Toronto, nous avons convenu de mettre en place deux groupes de travail, un sur les filets de sécurité financière mondiale et un sur le développement. Ensuite, au sommet de Séoul, nous souhaitons parvenir à des résultats concrets sur ces deux questions.

I will move on to the last pillar, which is outreach. As I have already told you, it was the firm belief of my President that we should be reaching out to non-G20 member countries. Yesterday, there was a question coming from the audience; when will Morocco be able to sit at the G20 table. I am the Outreach Ambassador for the G20 in Seoul, as has already been introduced to you. For that reason, I have been travelling extensively.

Je vais passer au dernier pilier, qui concerne les relations extérieures. Comme je vous l'ai déjà dit, c'était la conviction de mon président que nous devrions aller à la rencontre des pays non membres du G20. Hier, il y avait une question venant de l'auditoire; quand le Maroc sera-t-il en mesure de s'asseoir à la table du G20. Je suis l'ambassadeur des relations extérieures pour le G20 de Séoul, comme on vous l'a déjà dit. Pour cette raison, j'ai beaucoup voyagé.

J'ai une blague, qui est que si vous allez visiter les pays absents du G20, vous trouverez 172 raisons différentes pour lesquelles ces pays devraient être présents à la table du G20. Cependant, ce n'est pas réaliste. Au G20, on estime que 20 pays c'est déjà trop. Nous devons combler l'écart entre ces 172 pays qui souhaitent s'asseoir à la table du G20 et les pays du G20 qui pensent que 20 pays c'est déjà trop. Nous avons pensé que nous devrions nommer un ambassadeur des relations extérieures et le faire voyager dans tous les pays non membres du G20. Nous avons pensé que c'était peut-être l'un des meilleurs moyens de faire face à cette attente des pays non membres du G20.

Pendant les derniers mois, j'ai beaucoup beaucoup voyagé. Je suis allé à Santiago du Chili, pour rencontrer des représentants du Groupe de Rio et à Addis-Abeba pour m'entretenir avec l'Union africaine. Je suis allé au Caire, pour rencontrer la Ligue arabe et au Vietnam pour voir les dirigeants d'Asie. Je suis allé à Helsinki pour rencontrer les cinq pays nordiques et les trois pays baltes et à Moscou pour rencontrer la Communauté des Etats indépendants (CEI), les représentants etc

Je dois vous dire que ce fut une expérience très très enrichissante. Elle a été enrichissante pour moi, alors que nous nous préparons pour le Sommet du G20 de Séoul, mais dans le même temps, ce fut également une expérience enrichissante pour le G20 collectivement. Voici ce que j'ai l'intention d'en faire. J'ai l'intention d'écrire et de déposer un rapport vers la fin de cette année. Je tenterai ensuite d'y rallier la présidence française en 2011 ainsi que la présidence du Mexique en 2012. Cela signifie que nous serons en mesure de poursuivre ces efforts pour expliquer aux pays non membres du G20 ce qu'est réellement le G20. Cependant, pour aller plus loin, nous ferons en sorte que leurs opinions trouvent un écho dans le processus du G20.

Enfin, j'ai écouté Jim, ainsi que Samir, sur ce qu'ils ont dit sur l'équilibre entre légitimité et efficacité. En fait, ceci se rapporte à une question très importante, qui est également très importante dans l'esprit des dirigeants du G20. Voilà ce que nous pensons. En fin de compte, il peut être très difficile pour le G20 de justifier sa légitimité. Pourquoi ? Parce qu'il n'y a pas de mandat explicite accordé aux pays membres du G20. Toutefois nous pouvons y suppléer, en étant plus efficace.

Je pense également que c'est une question sérieuse de définir l'efficacité. Personnellement, je crois qu'il devrait y avoir deux types d'efficacité. Tout d'abord, le G20 doit continuer à produire. De cette façon, il sera efficace. Cependant, ce qu'il produit ne doit pas seulement servir les intérêts nationaux des pays du G20 présents autour de la table. Ce doit être une production qui réponde aux intérêts de la communauté internationale dans son ensemble, de tous les 192 pays. C'est notre point de vue sur la relation entre le G20 et les pays non membres du G20, ainsi que sur d'autres organisations internationales. Nous espérons vivement que, grâce au sommet de Séoul, nous serons en mesure d'apporter une contribution au processus du G20. Il émergera comme une adjonction crédible à l'univers de toutes ces institutions de gouvernance mondiale.